



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
000007 /AONO/MINEPDED/CIPM/2026 DU 16 JUIN 2026
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA CREATION ET L'OPERATIONNALISATION DE BASES DE DONNEES
SUR LE DART (Data Reporting Tool for MEAs)
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC, EXERCICE 2026.
IMPUTATION BUDGETAIRE : 60 28 301 05 33000003 0540 523416

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public pour l'exercice 2026, le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable lance, un Appel d'Offres National Ouvert pour le recrutement d'un consultant en vue de la création et l'opérationnalisation de bases de données sur le DART (Data Reporting Tool for MEAs).

2. Consistance des Prestations

L'objectif général de l'activité est de mettre en place et rendre opérationnelle une base de données nationale sur la plateforme DaRT afin de renforcer la gestion des connaissances et faciliter la production des rapports nationaux relatifs aux accords multilatéraux sur l'environnement.

Il s'agira spécifiquement de :

- Mettre en place l'espace de travail national DaRT pour le pays ;
- Structurer et organiser la base de données nationale relative aux conventions environnementales ;
- Collecter et intégrer les informations et données pertinentes dans DaRT ;
- Former les acteurs nationaux à l'utilisation de la plateforme DaRT ;
- Faciliter la coordination entre les institutions impliquées dans la gestion des données environnementales ;
- Produire un rapport de mise en œuvre et des recommandations pour la pérennisation du système.

3. Tranches/Allotissement

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO et est répartie en une tranche unique

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quinze millions (15 000 000) francs CFA toutes taxes comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de cinq (05) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toutes les entreprises installées au Cameroun et remplissant les conditions d'accès à la commande publique, conformément à la réglementation en vigueur.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire 60 28 301 05 33000003 0540 523416.

8. Mode de soumission

La soumission sera faite en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbrée accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC), acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à cent cinquante mille (150 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux jours et heures ouvrables au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704, dès publication du présent avis au Journal des marchés de l'ARMP ou dans le quotidien national Cameroon Tribune et sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable sis à l'Immeuble Ministériel N°2, 7ème étage, porte 704 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux

adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais et devra porter la mention :



POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN VUE DE LA
CREATION ET L'OPERATIONNALISATION DE BASES DE DONNEES SUR LE DART (Data
Reporting Tool for MEAs)
"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement" »

Les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 12 AOÛT 2026 à 14 heures précises. Une copie de sauvegarde de toute l'offre (Administrative, technique et financière) enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis. En plus de cela, le soumissionnaire devra produire également, une copie de l'offre financière enregistrée dans une clé USB, sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « Offre financière témoin », et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

En outre, le candidat devra également transmettre dans les services du Maître d'Ouvrage sis à l'Immeuble Ministériel N°2, 7ème étage, porte 704 : les originaux de cautionnement de soumission et du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC), ainsi que la preuve d'avoir effectivement soumis son offre dans l'application COLEPS.

Nb Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais

n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps), le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de l'offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques se fera, en une seule étape, le 12 AOÛT 2026 à 15 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés siégeant à l'occasion, dans la salle de conférence de la Brigade des Inspections Environnementales sis à la montée Ane Rouge

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

- L'absence ou de la non-conformité du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de consignation de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- D'une note technique inférieure à 70 points sur 100 (renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- Du non-respect du format de fichier des offres;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur:

- la présentation générale de l'offre ;
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires ;
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
- Qualification et compétence des experts ;
- Le matériel nécessaire.

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers et ou esthétiques.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrées au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable sis à l'Immeuble Ministériel N°2, 7ème étage, portes 704 ; Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

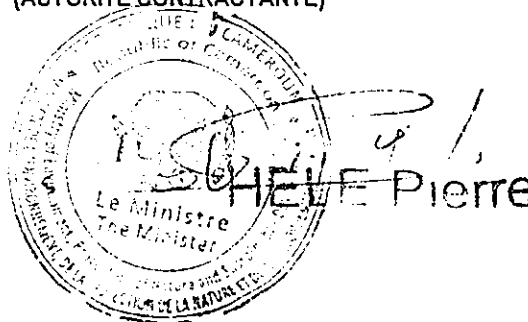
19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MINEPDED

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION
DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
(AUTORITE CONTRACTANTE)

Copies:

- MINMAP (Pour information) ;
- ARMP (Pour publication et archivage) ;
- SOPECAM (pour publication) ;
- Président CIPM (Pour information) ;
- Service des Marchés (Pour archivage).





OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER 14 JUL 2026
010.0007 /AONO/MINEPDED/CIPM/2026 OF
FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO DEVELOP AND IMPLEMENT THE
DaRT (Data Reporting Tool for MEAs) DATABASES
FUNDING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET, 2026 FINANCIAL YEAR.
BUDGET HEAD: 60 28 301 05 33000003 0540 523416

1. Subject of the Invitation to Tender

As part of the execution of the Public Investment Budget, 2026 financial year, the Minister of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development hereby launches an Open National Invitation to Tender for the recruitment of a consultant to develop and implement the DaRT (Data Reporting Tool for MEAs) databases.

2. Nature of services

The overall objective of this activity is to set up and make operational a national database on the DaRT platform in order to strengthen knowledge management and facilitate the production of national reports relating to multilateral environmental agreements.

Specifically, this will involve:

- Setting up the national DaRT workspace for the country;
- Structuring and organising the national database relating to environmental conventions;
- Collecting and integrating relevant information and data into DaRT;
- Training national stakeholders in the use of the DaRT platform;
- Facilitating coordination between the institutions involved in environmental data management;
- Producing an implementation report and recommendations for the long-term sustainability of the system.

3. Packages / Allotment

The scope of these services is set out in detail in the Terms of Reference (ToRs) of this Invitation to Tender and is in a single lot

4. Estimated cost

The estimated cost of this service all taxes included following preliminary studies shall be fifteen million (15,000,000) CFA francs, all taxes inclusive.

5. Estimated delivery date and location

The maximum period provided for by the Contracting Authority for the delivery of the equipment covered by this Invitation to tender shall be five (5) calendar months from the date of notification of the service

order to start works.

This period shall commence on the date of notification of the service order to commence services.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open to the various companies established in Cameroon and meeting the requirements for access to public contracts, in compliance with the regulations in force.

7. Funding

The supply concerned in this Invitation to tender will be financed Public Investment Budget, 2026 financial year, under the budget head: 60 28 301 05 33000003 0540 523416.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online submission.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents a hand-endorsed bid bond bearing a fiscal stamp and accompanied by the receipt of the Deposit and Consignment Fund (CDEC) issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 14 of the Tender File, of an amount of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultancy concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a bidder at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of Tender file

The Tender file is available for consultation, during working days and hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located at the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this Tender Notice is published in Cameroon Tribune and on COLEPS platform via the following links <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this notice.

11. Acquisition of Tender file

Hard copies of Tender Documents may be obtained from the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located at the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this Tender Notice is published, upon payment of a non-refundable amount of twenty-five thousand (25,000) CFA francs, payable into the Public Treasury

It is also possible to obtain soft copies of the Tender file by free download from the addresses indicated above. However, online bidding shall be subject to payment of the tender file purchase fee.

12. Submission of tenders

Each file, drafted in English or French and marked as such, shall bear the following inscription



FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO DEVELOP AND IMPLEMENT THE DaRT (Data Reporting Tool for MEAs) DATABASES

""To be opened only during the tender evaluation session""

The bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 12 AUG 2026 at 2.00 pm prompt. A back-up copy of the tender saved in a USB key must be sent in a sealed envelope with clear and legible indication and marked "back-up copy", in addition to the above-mentioned indication, within the deadline set. In addition, the bidder must also submit a copy of the financial bid saved on a USB stick, in a sealed envelope clearly marked 'Financial bid (copy)', to be retained by the public procurement regulatory body. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Contracts Awarding Committee.

In addition, the bidder must submit the following to the Project Owner's offices at Ministerial Building No. 2, 7th floor, room 704: the original tender bond and the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), as well as proof that the tender has been successfully submitted via the COLEPS application.

Nb File size and format

The maximum sizes of the documents that will be uploaded on the platform and constitute the tenderer's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical offer;
- 5 MB for the Financial offer.

Acceptable formats shall include:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant shall make sure that he uses compressing software to possibly reduce the size of the files to be sent

13. Admissibility of bids

Any offer not in conformity with the prescriptions of this Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a tender bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the document templates set out in the Tender Documents, shall result in the outright rejection of the bid without any right of appeal. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultancy concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a bidder at the bid opening session shall not be accepted. A bid bond presented by a bidder during the tender opening session shall be inadmissible.

In the case of a restricted tender (two-stage procedure), the tenderer is required to submit a copy of the financial offer in a sealed envelope to serve as a reference copy, marked as such, and intended for safekeeping by the body responsible for regulating public procurement. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Contracts Awarding Committee.

14. Opening of bids

The opening of bids will take place in two (2) stages,

The opening of administrative documents, technical and financial offers will take place in a single step, on the 12 AOUT 2026, at 3 p.m. prompt, by the Internal Committee Tender's Board sitting on this occasion, in the conference room of the Environmental Inspections Brigade located at *Montée Ane Rouge*. Only bidders may attend this opening session or be duly represented therein by an authorized person of their choice, even in case of a group of enterprises.

On pain of being rejected, the required administrative documents should be produced in originals or in certified true copies by the issuing services or a competent administrative authority, in compliance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. These documents must be less than three (3) months old or they must be issued after the date of signature of the Invitation to tender.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15.1-Eliminatory criteria

These include:

- The absence of the stamped tender bond accompanied by the CDEC deposit receipt at the opening of the bids;
- failure to produce, after the 48-hour deadline following the opening of the bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened (except for the bid bond);
- false declarations, deceit or forgery of documents;
- A technical score of less than 70 points out of 100 (referring to the threshold for technical bids to qualify);
- the absence of a declaration on honour that no work has been abandoned during the last three (3) years;
- Failure to comply with the file format for online tenders;
- the absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
- Missing elements of the financial tender (tender, UPL, QQE)
- The absence of a dated and signed integrity charter;
- The absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social.

15.2-Essential criteria

Technical bids will be assessed on a scale of one hundred (100) points according to the essential criteria, which will include, by way of example:

- General presentation of the tender;
- The bidder's track record in providing similar services;
- The proposed methodology in line with the Terms of Reference;
- Qualifications and expertise of the experts;
- The necessary equipment.

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Special Tender Regulations (STR).

16. Contract award

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer submitting the bid that is deemed the most advantageous based on a combination of technical, financial and/or visual appeal criteria.

17. Duration of Validity of bids

Bidders remain bound by their bids for 90 days from the initial deadline for submission of bids.

18. Complementary information

Complementary information is available, during working hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development, located in the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, or online on the COLEPS platform at the following. <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, attempted bribery or instances of malpractice, please call CONAC on 1517, or the Public Authority in charge of public contracts (MINMAP) by text message or phone call on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and MINEPDED's Anti-Corruption Unit.

MINISTER OF ENVIRONMENT, PROTECTION
OF NATURE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT
(CONTRACTING AUTHORITY)



Copies to:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication and archiving);
- SOPECAM (for publication);
- Special Tenders' Board Chairperson (for information);
- Public Contract Service (for archiving).